

LES RELATIONS JUDEO-POLONAISES A KUTNO, 40 ANS AUPARAVANT

par David SZTOKFISZ, Ramat Gan

(Action juive au Conseil Municipal de Kutno)

Nous avons sous les yeux des documents et des journaux datant de 1925 : transcriptions des interpellations adressées au conseil municipal de Kutno par les conseillers juifs !¹ Deux affiches au contenu antisémite ; Numéros 1 à 12 de l'hebdomadaire "*Głos Kutnowski*"² – "*Edition indépendante pour tous*", du 23 août au 8 novembre 1925 ; 3 numéros (36, 40 et 46) du "*Tygodnik Kutnowski*"³ – "*Corps Socio-économique et littéraire dédié principalement au affaires locales et des alentours*", du 6/9/25 au 15/11/25, avec l'en-tête en haut du journal "*Nous n'acceptons que les annonces d'entreprises chrétiennes*" et deux numéros du quotidien de Varsovie

"*Gazeta Poranna – Dwa Grosze*", du 3/9/1925 et du 19/9/1925.

Les documents mentionnés ci-dessus ont été soigneusement conservés pendant 40 ans par M. Mendelewicz – et c'est seulement grâce à cela qu'il nous est possible de reconstruire et de créer une certaine image des relations qui prévalent entre la population polonaise et juive – en général sept ans après que la Pologne soit devenue indépendante et 14 ans avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

En me plongeant dans tous les journaux, je suis tombé sur l'histoire du Dr Nachum Nir, vice-président de

¹ Mendelewicz et H. Wajnsztajn – Sionistes, Ajzman et Bromberg – *Agudat Israel*, N. Wajnsztajn – Union des Marchands, Z. Comber – Populistes, Kirszbaum et Ewa Fudałowicz-Kirszbaum – "*Bund*".

² NdT : polonais, "La voix de Kutno".

³ NdT : polonais, "Hebdomadaire de Kutno", un journal antisémite.

la Knesset et vétéran de *Poalei-Zion*, à propos d'une discussion qu'il a eue avant la guerre en *Eretz-Israel* avec un dirigeant sioniste. Ce dernier lui a dit "qu'un veau né dans un kibboutz a une plus grande signification pour le peuple juif qu'un discours prononcé par un sioniste au conseil municipal de Kutno...". N. Nir a répondu que les deux sont importants pour les Juifs : le veau du kibboutz et le discours d'un représentant juif au conseil municipal de Kutno...

Certains journaux parlent effectivement, bien qu'avec poison et ridicule antisémite, de l'action courageuse et obstinée des représentants publics juifs de Kutno au conseil municipal – les Sionistes, Orthodoxes, Populistes et Bundistes, qui ont su faire preuve d'un front uni, notamment face aux actions anti-juives acharnées de la part des responsables de la ville, s'élevant contre la peste antisémite et la propagande anti-juive, qui en 1925 ont pris des formes si aiguës dans la ville et ont même eu une large résonance à l'extérieur d'elle.

L'auteur de ces lignes n'est pas originaire de Kutno et ne dispose pas non plus de trop de matériel pour mieux démêler le tissu des relations judéo-polonaises entre les deux guerres mondiales. Mais le contenu mineur de certains journaux, bien qu'il ne se réfère qu'à deux ou trois mois de l'année 1925, est comme la goutte d'eau qui reflète la mer – et peut nous aider à bien comprendre la forme ultérieure de ces relations jusqu'à la destruction tragique de la communauté juive de Kutno dans le ghetto de *Konstancja* et dans les tombes et les crématoires de Chełmno.

Commençons par l'histoire d'une interpellation des six conseillers juifs du conseil municipal de Kutno sur les méfaits passés des autorités scolaires locales à l'égard de la population juive.

Motion urgente

Comme le conseil municipal l'a décidé à plusieurs reprises, le bâtiment scolaire en construction devrait d'abord abriter l'école n°3, située dans un bâtiment inadapté de la rue Podrzeczna – la population juive s'inquiète des aspirations et de la volonté des autorités scolaires, c'est-à-dire l'inspection et en partie le conseil d'administration de l'école, et y voit une violation de ses besoins élémentaires. Les conseillers soussignés ne peuvent permettre que le désir des représentants de la population juive soit violé d'une manière aussi inouïe.

Pour les raisons ci-dessus, le conseil municipal doit décider s'il convient de demander à la municipalité et au conseil municipal, dans le cadre de l'administration autonome de l'école, de tout mettre en œuvre pour déplacer l'école n°3 de Podrzeczna dans le nouveau bâtiment scolaire. En cas de non-respect de la décision ci-dessus, le conseil municipal et la municipalité retireront leurs représentants de la commission scolaire.

Les membres du Conseil Municipal :

Aharon Mendelewicz	Hersh Wajnsztajn
Yaakov Bromberg	Nathan Wajnsztajn
Abraham Ajzman	Herman Kirszbaum

4 Juillet 1925

*



'Le péril juif' – C'était le thème d'une conférence antisémite qui a eu lieu le 30 août 1925.

Exigence de punir les incitateurs

Une nouvelle interpellation, datée du 14/7/25 :

Proposition urgente à la municipalité

Le 7 de ce mois, dans les rues de la ville et sur les poteaux sont apparus des imprimés de l'imprimerie Celkowski, signés par le comité exécutif du "Stowarzyszenie Samopomocy Społecznej"⁴ de Kutno, dont le siège est dans les locaux de la rédaction du "Tygodnik Kutnowski", concernant la grève agricole imminente.

Dans cet appel, les auteurs incitent la population polonaise à s'opposer aux Juifs. Les extraits suivants de l'extrait ci-dessus peuvent servir d'illustrations :

1- "Une multitude d'agitateurs rémunérés parmi les voleurs judéo-bolcheviques dispersés dans toute la Pologne appellent à la grève. Dans leur incitation à la grève, ces criminels exploitent la souffrance des masses, leur faisant perdre du temps avec des promesses" etc.

2- "Polonais, comme en 1920 lorsque nous avons repoussé l'invasion rouge qui a inondé la Pologne, exerçons toutes nos forces pour pouvoir, à ce moment non moins critique, repousser le couteau des meurtriers judéo-bolcheviques, qui est dirigé vers notre poitrine" etc.

Cet appel vise à persuader les masses souffrantes de la population polonaise de choses que les auteurs eux-mêmes ne croient pas, à savoir que les Juifs seraient les organisateurs de la grève agraire, aux côtés des bolcheviks. Et la deuxième citation excite vraiment la population polonaise et appelle à des révoltes actives contre la population juive (... "comme en 1920 lorsque nous avons repoussé l'invasion rouge"...).

Compte tenu de ce qui précède, le conseil municipal devrait demander à la municipalité de faire appel à l'autorité administrative compétente et éventuellement aux autorités judiciaires, au nom de l'administration municipale, dans le but de :

1- punir dûment les auteurs et tous les coupables de la publication, de l'impression et de la diffusion de l'appel susmentionné,

2- empêcher à l'avenir la diffusion et l'émission d'appels similaires.

Nous joignons une copie de l'appel.

Les membres du Conseil Municipal :

Aharon Mendelewicz	Yaakov Bromberg
Abraham Ajzman	Hersh Wajnsztajn
Nathan Wajnsztajn	Zundel Comber

Il est dommage qu'il n'y ait pas de documents concernant le cours de la réunion du conseil municipal, les décisions et les réactions, comme les discours des conseillers spéciaux. On pense que le Conseil Municipal n'a pas répondu comme l'exigeaient les dirigeants juifs, car Kutno continuait d'être le théâtre d'attaques antisémites.

⁴ NdT : polonais, "Association d'Aide Sociale".

⁵ NdT : polonais, signifiant "développement", "croissance", ou "progrès"...

*

Nous citerons ensuite le texte intégral d'une affiche parue dans la ville six semaines après l'interpellation. Le "père" de l'affiche est la célèbre organisation mangeuse de Juifs "Rozwój"⁵.

Polonais de tous les partis – unissez-vous !

Polonais Chrétiens,

Le dimanche 30 août 1925 à 13 heures, dans la salle du Théâtre Municipal, rue du Théâtre à Kutno, aura lieu une conférence sur le thème "Le péril juif", par le directeur du "Rozwój", E. Zajaczek.

Polonais ! Celui d'entre vous qui souhaite une Pologne anti-juive et qui part du principe que la Pologne devrait avant tout donner du pain aux Polonais, devrait assister à la conférence et prendre conscience. Le péril juif est grand, le toit brûle au-dessus de nos têtes, sauvons-nous tant qu'il est encore temps. La Pologne anti-juive est notre devoir sacré.

"Swój do swego po swoje i tylko po swoje"⁶

*

Pour les antisémites de Kutno, il y avait soit la petite activité de l'association "Rozwój", soit un hebdomadaire en langue polonaise "Tygodnik Kutnowski", qui a commencé à paraître il y a 8 ans. Le 23 août 1925, le premier numéro d'un deuxième hebdomadaire, "Głos Kutnowski", paraît comme un "magazine indépendant pour tous". Il est intéressant de noter que dans le discours aux lecteurs, publié sur toute la première page, le journal ne mentionne pas un seul mot de son intention de lutter contre les Juifs et leurs institutions et organisations. Il y a tout un "program" complet dans leur discours, mais sans aucune mention des Juifs. Pourtant, sur la deuxième page, il y a un article qui prouve immédiatement le visage antisémite du journal...

Emigration des Juifs de Pologne en Palestine

L'émigration des Juifs a augmenté ces derniers temps, quoique lentement. Cette année, les Juifs ont émigré de Pologne en Palestine : en janvier – 943 personnes, mars – 1409, mai – 1416, Juillet – 1451. Au total, 8413 Juifs ont émigré en Palestine pendant toute cette période, dont 50% comme ouvriers agricoles, 20 à 30% sur la base de certificats de parents en Palestine et le reste a reçu des visas des autorités britanniques, après avoir prouvé qu'ils disposaient d'un capital d'au moins 500 livres sterling.

Bon débarras et bon voyage ! Et plus vite.

Nous nous aimerons peut-être dans le futur – mais chacun de l'autre côté des mers.

*

⁶ NdT : Slogan polonais appelant au boycott des entreprises non polonaises, initialement allemandes au début du 20^{ème} siècle, mais ensuite dirigées contre les entreprises juives entre les deux guerres mondiales.

Et d'une histoire juive générale, avec un commentaire antisémite venimeux, le journal passe (à la page 3 du même premier numéro) à une affaire locale de Kutno. La cible de leur attaque était le vétérinaire polonais Antoni Garlicki, qui faisait l'éloge des Juifs et... critiquait les Polonais.

Au pilori de la honte !

La taxe sur la viande du Dr Garlicki : un Juif vaut 2000 zlotys, un Polonais vaut 2 zlotys. 1000 pour 1 !

Les rédacteurs de notre journal ont reçu une lettre qui, en raison de son incroyable diffamation de l'honneur de la nation, nous présentons "in extenso", entièrement :

"Le Dr Garlicki, vétérinaire à l'abattoir municipal de Kutno, a offensé les sentiments des Polonais, déclarant au boucher juif Fast de Kutno que les Polonais étaient des voleurs, des escrocs, que lui personnellement, Garlicki, ne faisait confiance à aucun Polonais, ni aux bouchers ni aux autres ; qu'ils ne méritaient pas qu'on leur prête de l'argent, et parce qu'il faisait totalement confiance à tous les Juifs, il préférerait prêter 2000 zlotys à un Juif plutôt que 2 zlotys à un Polonais. C'est pourquoi nous, Polonais, sommes profondément touchés par le fait que M. Garlicki, un si haut fonctionnaire, ait osé offenser les sentiments polonais au profit des Juifs, l'ennemi éternel, qui attend la destruction de son royaume polonais.

Le conseil municipal, la municipalité, peuvent-ils garder un homme tel que le Dr Garlicki, un homme qui respire la haine envers les Polonais et les humilie sur tout, alors qu'il exalte la communauté juive et cela même lorsque le Juif Fast susmentionné a attiré son attention "qu'il y a aussi de bons Polonais", M. Garlicki a répondu, "que sur 1000 Polonais il y en a peut-être un convenable" ?

With regards :

Ignacy Luczak

Władysław Wiewiórowski

Et les rédacteurs ont ajouté leur commentaire à la lettre :

Nous nous sommes frottés les yeux d'étonnement et l'indignation naturelle nous a tout simplement coupé le souffle. La lettre signée qui se trouve devant nous parle de la triste réalité. Que peut dire M. Garlicki sur cette question ? Certainement rien. L'honneur du public polonais, calomnié au profit des Juifs par le "Polonais" M. Garlicki, rendra sûrement un verdict juste contre lui.

L'appel du soussigné au conseil municipal, éventuellement à la municipalité, trouvera-t-il un écho ? Permettez-nous d'en douter, en raison de la composition bien connue de la "minorité nationale" [bien sûr "majorité nationale", commentaire du linotypiste] de l'organe représentatif de notre ville. La "majorité de la minorité nationale", qui joue le premier violon au conseil municipal, ne tolérera pas un scandale tel que le licenciement d'un Polonais aussi "loyal".

Notre journal, cependant, défendant l'honneur national-polonais insulté, donne l'opinion publique sur le fait, condamne le triste éclat public d'un Polonais et le met au pilori de la honte.

Les éditeurs du "Głos Kutnowski".

*

Dans le n°2 du "Głos Kutnowski" (daté du 30/8/1925) est publié la lettre suivante du Dr. Garlicki :

L'article "Au pilori de la honte" est incorrect dans sa forme générale et dans ses détails. Au contraire, j'ai appelé à plusieurs reprises, à l'abattoir de la ville, les bouchers polonais à une solidarité qui est généralement caractéristique des Juifs. La vérité est que je fais toujours tous mes achats dans les magasins polonais, à l'exception des articles qui n'y sont pas disponibles. Il est vrai que j'ai attiré l'attention des bouchers sur le fait que les Polonais devaient observer les préceptes auxquels la plupart des bouchers sont accoutumés. Il est vrai que j'ai souvent réprimandé les bouchers polonais lorsqu'ils venaient ivres à l'abattoir et j'ai donné pour exemple que je n'avais jamais vu un boucher juif ivre dans un abattoir. Il est vrai que l'un des auteurs de la lettre, M. Władysław Wiewiórowski, alors qu'il était ivre, a provoqué un scandale dans l'abattoir et a été tenu pénalement responsable.

Il est vrai que mon insistance pour que les bouchers respectent les préceptes sanitaires négligés a déplu à quelques-uns d'entre eux et ils se sont plus d'une fois adressés à la municipalité pour porter plainte contre moi. L'un d'eux a même déclaré publiquement que même si cela lui coûtait mille zlotys, je n'entrerais plus à l'abattoir. Il est vrai aussi que j'ai prévenu les bouchers récalcitrants qui ne respectaient pas les règles que je cesserai de saisir les tribunaux mais que je le publierai dans la presse locale.

Antoni Garlicki, Docteur Vétérinaire, Gérant de l'Abattoir Municipal.

*

Il faut maintenant revenir à la conférence annoncée de Zajaczek sur le "Péril juif à Kutno," qui a conduit à de graves événements ultérieurs. Le "Głos Kutnowski" n°2 de 30/8/25 raconte :

Le Juif Mendelewicz "interdit" de coller des affiches de "Rozwój" – "Sur mon ordre, arrachez les affiches" – Deux dirigeants de Kutno !

Récemment, un fait s'est produit à Kutno, qui jette une lumière caractéristique sur les relations qui prévalent au sein du conseil municipal de Kutno. Le dimanche 30 de ce mois aura lieu une conférence de M. Zajaczek, organisée par "Rozwój", sur le thème "Le péril juif", qui a reçu l'autorisation du Staroste local. Le rédacteur en chef de "Tygodnik Kutnowski", M. Holc, qui voulait payer la municipalité pour le collage des affiches, est tombé sur le "secrétaire," le Juif Mendelewicz, qui a expliqué d'une manière arrogante et catégorique : au nom de la conseil municipal, je ne vous autorise à placarder aucune des affiches "Rozwój".

Suite aux paroles si dures du petit Juif en colère, M. Holc s'est adressé à la plus haute instance municipale, le Maire Klepa.

Mais là encore, un cas caractéristique s'est produit. Le maire n'a pas non plus autorisé le collage des affiches, masquant ainsi sa position de faiblesse due au grand

nombre de conseillers juifs au conseil municipal, ce qui pourrait conduire à un vote de censure et à sa démission.

M. Holc en a informé le représentant des artisans, Gradowski Bolesław, qui s'est rendu chez le maire pour clarifier la question. Le maire a alors donné son autorisation, sans même mentionner de frais pour la commune.

Entre-temps, lorsque les affiches ont été collées, Mendelewicz envoya l'huissier de la municipalité déchirer lui-même les affiches. La police alertée était cependant impuissante, n'ayant aucune instruction du Staroste, car le vice-Staroste, M. Klamborowski, ne trouvait aucune issue pour lui à une situation extrêmement difficile. L'arrachage des affiches s'est donc poursuivi devant des policiers à l'air passif et des Juifs au sourire goguenard.

Après avoir décrit cet événement, réfléchissons : où cela s'est-il produit ? En Pologne ! Et en Pologne, un Juif, fonctionnaire municipal, bien payé avec de l'argent polonais, ose interdire "au nom de la municipalité" de coller des affiches d'une association polonaise légalisée depuis plusieurs années par le gouvernement. Comment le Juif Mendelewicz a-t-il osé parler au nom de la municipalité ? A-t-il autant confiance en la municipalité ? Si c'est déjà le cas, que se passera-t-il ensuite ? Devons-nous, avec la patience d'un petit mouton, être obligés de regarder le dirigeant usurpateur de la commune se pousser des coudes ?

Depuis quand un Juif a-t-il le droit, malgré l'autorisation du maire de coller les affiches, d'envoyer un huissier municipal les déchirer ? Le maire était-il au courant du recours de son secrétaire à l'huissier, bien qu'il soit difficile à comprendre pour tout être humain habitué aux conditions normales, même dans les gouvernements autonomes les plus primitifs ?

Sinon, M. le Maire ne serait-il pas enclin, après l'éclat scandaleux de M. Mendelewicz, à lui déclarer catégoriquement et ouvertement : Sors, Juif, d'une municipalité polonaise, que tu devrais respecter et dans laquelle, en fait, tu ne devrais même pas être. C'est ce qu'attend toute la population polonaise de Kutno.

*

Il semble que les actions du juge laïc juif Mendelewicz n'aient pas calmé les rédacteurs antisémites du "Głos Kutnowski", qui consacrèrent au représentant juif presque toute la deuxième page de leur numéro 3 de l'hebdomadaire du 6 septembre 1925. D'abord, dans un "poème" "Un Juif héroïque et sa triste fin" (épopée tragique), dans lequel les Juifs sont ridiculisés dans des rimes maladroitement et Mendelewicz est attaqué de la manière la plus odieuse. Dans un pamphlet intitulé "Miettes", dédié au fonctionnaire de la ville de Kutno,

⁷ NdT : mot inconnu de nous, apparemment polonais/russe, inconnu des dictionnaires. Clairement péjoratif.

⁸ NdT : peut-être un "Nikolay", un prénom russe commun, signifiant un soldat russe. Péjoratif en Pologne, surtout au lendemain de la guerre polono-soviétique de 1920.

Mendelewicz est d'abord qualifié de "Napoléon casher". On y lit :

Pourquoi les Juifs ont-ils besoin de la Palestine ? Vu qu'ici, à Kutno, ils ont mieux qu'Abraham près de son four. Un tel *czupulnik*⁷, un tel pâle Niko⁸, un tel Napoléon juif, dirige l'hôtel de ville comme un véritable gouverneur général.

Il ne fait même pas un sourire casher, mais comme le sultan sauvage du Maroc, ou comme un autre cheikh arabe, il tourne le cou dans tous les sens et met son "museau" partout – là où il doit et là où il ne devrait pas.

Il domine tout seul dans la boue municipale, "satisfait et content", remue ses lèvres et s'amuse, tandis que rien de tout cela n'empêche le maire de lancer des projets communaux, sur des systèmes volants, le gaz et autres, les voyages en avion, manger, boire, nager d'une vague à l'autre, humide ou pas.

Contre le "Napoléon" casher, le maire du village n'est rien, la police n'est rien, et le conseil municipal est deux fois rien dans l'allée de sa sagesse talmudique.

Alors, pourquoi les Juifs ont-ils réellement besoin de la Palestine ? Voyant qu'ils ont ici tout ce que leur cœur peut demander, comme le savent bien tous les St Thomas.

*

Le cas Mendelewicz – chez le Staroste

Sous cette rubrique, la nouvelle suivante est imprimée dans le même journal :

L'action publique scandaleuse du secrétaire municipal juif en colère Mendelewicz à propos des affiches de "*Rozwój*" trouvera sa solution chez le Staroste, où l'affaire a été déférée par la police.

Comme on le sait, la police, après avoir reçu la nouvelle de "l'ordre" de retirer les affiches de Mendelewicz, n'a rien fait et s'est contentée de dresser une convocation avec MM. Holc, Gradowski, Mendelewicz et le maire Klepa. Tout le matériel a été remis à la police afin que Mendelewicz soit tenu pour responsable. Il faut espérer que l'irruption de cet arrogant "Philippe de Hemp"⁹ juif recevra une punition méritée.

En revenant sur ce jour historique dans les annales de Kutno, nous évoquerons un autre détail caractéristique. Lorsque l'huissier municipal a reçu "l'ordre" du "gouverneur" Mendelewicz de retirer les affiches, il (n'en croyant probablement pas ses propres oreilles) se rendit chez le maire. Et M. Klepa, après avoir accepté, a ajouté que dans le cas où les affiches ne seraient pas arrachées, il faudrait alors coller d'autres affiches par-dessus. Une telle rigueur "officielle" n'a-t-elle pas emporté Monsieur le Maire ? Vraiment émouvant.

*

⁹ NdT : Expression polonaise pour quelqu'un qui parle sans réfléchir et sujet à la moquerie. À l'origine, l'expression désignait quelqu'un facilement effrayé.

Le même journal rapporte également brièvement (un long rapport devrait être soumis au cours de la deuxième semaine) la prochaine réunion de "Rozwój". La résolution adoptée est la suivante :

Les membres et sympathisants de "Rozwój", au nombre de 1000 hommes, après avoir entendu les discours du rédacteur Holc et du directeur E. Zajaczek, ont exprimé la protestation énergique du peuple polonais contre cet accord honteux de l'administration avec les Juifs.

Les participants au rassemblement ont exigé catégoriquement le renvoi du juge municipal Mendelewicz, qui avait insulté les sentiments polonais par son comportement arrogant envers le délégué de la division "Rozwój".

*

Le numéro 4 de "Głos Kutnowski" tient parole et publie en première page un compte-rendu complet du rassemblement "Rozwój", sous le titre "Le péril juif". Cela ne suffit pas au journal : il publie en page 2 des informations brèves mais basiques sur les fonctionnaires de la mairie qui achètent les journaux dans les kiosques juifs :

L'assimilation à l'Hôtel de Ville

"Swój do swego po swoje" – d'après l'affiche de "Rozwój". Nous ne nous soutenons pas entre nous, et nous achetons donc chez "les nôtres"¹⁰.

Prenons un exemple, comme acheter des journaux tous les jours aux kiosques de Pole Plazewski et Moshe Witkowski – et nous verrons comment nos propres fonctionnaires municipaux se rendent au kiosque juif pour acheter un journal. Même si le kiosque chrétien est plus proche, il vaut toujours mieux être fidèle au "gouverneur" Mendelewicz, tant "il" est puissant...

Pendant ce temps, le responsable estime qu'il est de son devoir "moral" de soutenir les Juifs. Il est possible qu'on leur ordonne bientôt de porter des vêtements colorés et de véritables kippas, à la grande satisfaction de nos chers concitoyens auxquels les goyim s'assimilent si vite.

*

Dans les numéros suivants, encore des insinuations, des feuilletons et des poèmes au contenu antisémite prononcé. Ils attaquent maintenant plusieurs hôtels juifs près de la gare de Kutno, les présentant comme des nids de prostitution et de maladies vénériennes, exigeant que les autorités les ferment et avec le même motif qu'ils n'acceptent pas d'invités nouvellement arrivés pour vendredi soir et samedi... Ici, ils décrivent un cas à Łódź, où des étudiants juifs auraient démonté le crucifix sacré du mur et l'auraient écrasé avec leurs pieds – pour prouver que même à Kutno, l'impudence juive est grande. Et encore un rappel du problème des affiches "Rozwój", des interpellations des conseillers juifs, etc.

*

Même si le n°6 du "Głos Kutnowski" était exempt d'antisémitisme, le n°7 "a rattrapé" le silence de la semaine précédente. Il y a une annonce plus grande dans le journal intitulée "Extorsion juive raffinée", avec des sous-titres tels que : "Boycott juif des célébrations", "Héros Palestiniens"¹¹ de la semaine des affaires", "Un coup de nez à la loyauté et à la courtoisie décente". Nous présentons la note sans la raccourcir, car elle fait également référence à la réception de Shalom Asz, qui visita Kutno en 1925 :

... Une communauté juive aussi arrogante, cynique et trompeuse qu'à Kutno ne semble exister nulle part en Pologne.

La tribu juive provocatrice au sein du conseil municipal, qui donne le ton à la municipalité de Kutno ; qui se jette avec présomption dans les séances du même conseil, à gauche et à droite, avec des interpellations farfelues, des résolutions et des propositions urgentes ; ensuite, l'arrogant et farfelu secrétaire municipal juif Mendelewicz, aux instincts autocratiques, envoie une lettre touchante des conseillers juifs au maire, à qui il recommande de participer à la réception officielle en l'honneur de l'écrivain sioniste Shalom Asz venu avec une conférence à Kutno pour réveiller l'esprit national juif. Cela montre que les Juifs de Kutno se poussent de plus en plus les coudes et se sentent plus en sécurité qu'en Palestine de première classe, où les Anglais savent certainement mieux ce qu'il faut faire pour freiner leur tempérament racial. Récemment, un fait est réapparu à Kutno qui démontre suffisamment de quelle insolence les Juifs sont capables à l'égard de la société polonaise.

Le comité qui organise la "Semaine de la Police" à Kutno a décidé d'inviter toutes les sociétés, organisations, syndicats et groupes à participer aux célébrations. Le secrétaire du comité, le maire Klepa, n'a pas non plus oublié les Juifs en envoyant une invitation au nom du comité à l'administration de la communauté juive. Cependant, comme on le sait, les Juifs n'ont pas pris part à la célébration, ni aux manifestations de rue, ni à la loterie, boycottant strictement les célébrations auxquelles participaient toutes les couches et classes de notre société. C'est pourquoi ils ont envoyé au comité une lettre arrogante, impudente et raffinée, pleine de prétentions – et le contenu suivant :

La direction de la communauté religieuse juive de Kutno au Comité pour la célébration du dixième anniversaire du Service de sécurité polonais.

"Nous avons reçu votre invitation. Le jour des célébrations tombe le deuxième jour de notre Rosh HaShana (Nouvel An). En raison de ce qui précède, nous ne pouvons pas participer aux célébrations prévues pour ce jour. Nous sommes très surpris que vous n'en a pas tenu

¹⁰ NdT : en yiddish "unzerike" qui signifie "les nôtres", c'est-à-dire "les Juifs", qu'ils considèrent comme les leurs.

¹¹ NdT : péjoratif, car cela signifie quelqu'un qui quitterait la Pologne pour la Palestine, faisant croire aux autres que les Juifs n'y sont pas heureux.

compte pour la date de la célébration, qui n'est pas fixe¹². Nous soulignons que la population juive locale a soutenu matériellement et moralement les comités de la Garde civile, organisés dans les moments de bouleversement. Nos frères étaient alors dans les rangs du guet."

Le communiqué de l'administration religieuse a été signé par tous les membres, et il est surprenant qu'après sa lecture, les *dozors* n'aient pas eu d'apoplexie.

D'une part, c'est une gifle douloureuse pour l'ensemble de la population polonaise locale, d'autre part, cela a une fois de plus rabroué le maire qui, avec sa loyauté et sa courtoisie exagérées, a dénoncé ses collègues du comité pour le refus compromettant de cette communauté juive indisciplinée.

Les Juifs se vantent, tout en nous convainquant, que "moralement et matériellement, dans les moments de bouleversement, ils ont soutenu les comités de la Garde Civile" Nous connaissons bien leur "soutien moral" lors du Congrès de la Paix à Paris, alors que la Pologne était assiégée de toutes parts ; On connaît leur "support" lors des combats polono-ukrainiens à Lviv, où ils versèrent de l'eau bouillante sur les soldats polonais et tirèrent depuis leurs abris. Nous pouvons enfin montrer leur soutien à l'invasion bolchevique de la Pologne en 1920, lorsque, par l'espionnage, en créant des comités communistes dans les villes et villages, ils établirent un paradis communiste sur les seules zones occupées, auquel même des rabbins importants participèrent, comme en témoigne l'inoubliable célèbre rabbin-espion Szapiro de Płock¹³, fusillé par une cour martiale pour avoir donné des instructions à l'armée bolchevique qui avait envahi la ville.

Voilà – Juifs raffinés – à quoi ressemblait votre "soutien moral et matériel" à notre égard en temps de crise.

Et aujourd'hui, ils nous demandent à nous, polonais-catholiques, de nous adapter à leurs Shabbats de *Beit-Midrash* juifs, de vérifier et prendre en compte les dates de Soukkot, Yom Kippour, à un moment où les Juifs se permettent de faire les meilleurs offres et affaires pendant nos célébrations solennelles chrétiennes, car ils ne participent absolument pas à nos fêtes et célébrations nationales. Cette communauté juive gâtée se sent tellement en sécurité et considère certainement le peuple polonais comme si insensible et perplexe qu'elle se permet d'être encore plus arrogante lorsqu'elle s'adresse à nous. En fait, l'arrogance et la confiance en soi sont encore prématurées et ils ne vivront pas jusqu'à l'heure de leur triomphe, car la Pologne n'est pas la Russie bolchévique. Ils ne tiennent pas compte du fait que l'esprit polonais, qui a attendu des centaines d'années en léthargie, est en train d'écrire pour les Juifs les premières lettres de leur "Écriture sur le mur"¹⁴.

¹² NdT : la traduction de cette phrase est confuse. Elle parle probablement des célébrations de la Semaine de la Police, dont le jour peut être choisi dans la semaine et donc aurait pu éviter d'avoir lieu en même temps qu'une fête juive.

¹³ NdT : Le rabbin Chaim Szapiro a été exécuté sous une fausse accusation d'espionnage pour le compte des bolcheviks, en 1920.

*

La même lettre a été imprimée dans le deuxième hebdomadaire "Tygodnik Kutnowski" (n°40, du 6/10/1925), mais avec l'ajout des signatures des membres de l'administration : Rabbi Trunk, Y. Majranc, A. Ajzman. Et le "Tygodnik" donne son commentaire :

Les Juifs de Kutno s'étonnent donc que le comité ne tienne pas compte de la date de la fête juive. Selon eux, le comité doit s'adapter aux conditions qu'eux-mêmes, ou leurs rabbins, détermineront. Sans commentaire !

Ce fait doit être un guide pour tous les Polonais : l'élément juif doit être éliminé non seulement de la vie privée mais aussi de la vie sociale des Chrétiens.

*

Les rédacteurs de "Głos Kutnowski" ne se sont pas contentés d'un commentaire empoisonné et d'une attaque contre la communauté. Le journal ne comptait pas plus de quatre pages et malgré cela, dans le même numéro, elles faisaient place à un grand roman-feuilleton aux rimes maladroites sur un dentiste juif de Kutno, qui aurait commis une fraude avec le consentement du rabbin local. – et un article intitulé "Commerce sur les bancs", qui précise :

Tous les bancs de pierre de la rue Sienkiewicz sont occupés par des paniers de fruits vendus par des vendeurs juifs. Les gens qui se précipitent vers le train avec leurs bagages ou descendent du train, chargés et fatigués, n'ont pas la possibilité de se détendre, car les bancs prévus à cet effet sont occupés du petit matin jusqu'au soir par les commerçants, qui en outre haranguent les voyageurs. La police ne se serait-elle pas satisfaite de nettoyer les bancs des vendeurs juifs qui les bousculent avec leurs sacs, polluent les lieux et les alentours avec des déchets de fruits pourris, et de rendre les bancs au public, selon l'usage auquel ils sont destinés ?

*

Toujours à la page 3, une petite note sur l'horloge de la ville et les Shabbat-goyim du bureau des impôts, qui donne encore une fois l'occasion d'attaquer les Juifs.

L'horloge de la mairie

Le "directeur" qui remonte l'horloge municipale est juif. Ainsi, chaque année, pendant les fêtes juives, l'horloge s'arrête. Cette année, l'horloge s'est arrêtée dimanche dernier, car c'était le jour du Nouvel An juif. A vrai dire, n'est-il pas scandaleux qu'à Kutno on ne puisse

¹⁴ NdT : en Araméen dans le texte original, "mene, mene, tekel, upharsin", litt. "comptés, comptés, pesés, et divisés". Interprété par Daniel comme étant l'avertissement divin de la destruction du royaume de Babylone. Autrement dit, l'auteur de cet article annonce que les Polonais détruiront la communauté juive polonaise.

pas engager un Polonais pour remonter l'horloge, ce qui résoudrait évidemment le problème philosophique ? La municipalité devrait-elle, en tout ou en partie, être infestée de Juifs ?¹⁵

Les Shabbat-goyim du bureau des impôts

Certains fonctionnaires du bureau des impôts de Kutno allaient régulièrement chez le Juif pour la "Gazeta Poranna" et le "Courier Warszawski", bien qu'étant plus près du kiosque du Chrétien Plazewski.

Comme nous l'avons appris, les fonctionnaires susmentionnés ont dû acheter des *challot* pour Shabbat et maintenant ils sont invités pour Soukkot, ou ils seront dans la soukkah, avec des gens arborant des papillotes bouclées, mangeant du poisson avec carottes et oignons et buvant un peu de brandy pour la Pâque.

*

"Une Pologne anti-juive est notre devoir sacré" – écrit un communiqué sur la première page du n° 8 du "Głos Kutnowski". Et sur la même page, un article plus volumineux intitulé "Auto-défense", consacré à la question juive en Pologne. Et sur toute la largeur de la page, au meilleur endroit, l'annonce d'une conférence "La Pologne et les Juifs", qui doit avoir lieu dans la salle "Polonia". Conférencier – M. Lachowicz de Varsovie.

Dans le même numéro (en p. 2) est reproduit dans son intégralité cet article de E. Zajaczek, paru dans l'hebdomadaire de Varsovie "Rozwój". C'est celui qui a donné une conférence à Kutno et dont le maire a interdit les affiches. Le "Głos Kutnowski" précise qu'après une visite de deux jours à Kutno, E. Zajaczek est arrivé à la conclusion que "la question juive à Kutno pose un problème sérieux et difficile". Son article est intitulé "Le problème de la municipalité juive à Kutno" :

A la tête de la ville se trouve le Président Klepa, ostensiblement nationaliste et, malheureusement, membre du conseil d'administration du Parti National, dont l'influence à Kutno, grâce à son maladroit favori, diminue de jour en jour causant des dommages à la cause nationale.

Le document suivant illustre à quel point M. Klepa est sous l'influence des Juifs et leur en donne un plus à chaque étape. Nous publions ce document mot à mot, comme une curiosité dans notre haute activité durant six ans, afin qu'il entre sans changement dans l'histoire de la lutte difficile sur le chemin de la souillure d'un côté, et de l'autre ses victimes :

Municipalité de la ville de Kutno, province de Varsovie.

29/8/1925, No. 1/1-3843.

A M. Holc.

Veillez noter qu'en raison du fait que l'affiche de M. Zajaczek contient un appel contre une partie de la

population habitant notre ville, la municipalité de Kutno n'a pas pu permettre que cette affiche soit placardée sur les quatre colonnes publicitaires de la ville, étant donné que la municipalité représente les intérêts de toutes les couches de la population locale,

Klepa, Maire

M. Klepa, qui a envoyé une lettre avec le contenu ci-dessus au représentant de "Rozwój", voulait probablement être célèbre et entrer dans l'histoire. Et il a visé juste. Il restera dans l'histoire – car il n'y a pas eu de cas dans notre activité où un polonais, représentant d'une municipalité, ait interdit l'apposition d'affiches dont le contenu avait été accepté par le gouvernement. We hope that Mr. Klepa will earn great honor in the Jewish community. Avec cette réputation, aucun de ceux qui pensent polonais ne l'enviera. Le credo de M. Klepa n'est qu'une contribution très intéressante à la reconnaissance du danger juif dans le domaine de la perpétuation de l'esprit polonais. La société se souviendra profondément du nom de M. Klepa et des autres Klepas. Nous ne compterons comme bons citoyens que ceux qui, même en tant que véritables soldats, se rangeront aux côtés des combattants de la polonité polonaise et non ceux qui lèchent la main des membres forts et influents d'un pouvoir anonyme. Monsieur le Président Klepa ! Un seul Seigneur peut être adoré. Ce sont là les aspects négatifs de Kutno, que je considérerais comme un simple devoir officiel de condamner.

En conclusion, il faut reconnaître que la campagne, qui a des facteurs d'un succès potentiel, des groupes nationalistes pour une Kutno non-juive, est paralysée par les personnes qui sont à la barre du gouvernement municipal. Nous parlons bien sûr de M. Klepa, qui est une création paradoxale d'un philosémite nationaliste. Ailleurs, dans les plus grands centres, la question de savoir si la commune est plus ou moins perplexée serait peut-être négligeable. À Kutno, cependant, la question de la municipalité domine toutes les autres. "Les voisins savent où il se trouve", dit un proverbe. Les simples, les peu et même les moins "intelligents" savent donc que Mendelewicz n'est pas né dans une municipalité, mais qu'il y a été placé. Ils savent bien que le maire Klepa a immédiatement accordé à Mendelewicz un salaire tel qu'un fonctionnaire du gouvernement ne reçoit qu'après dix ans de services exemplaires, à savoir la 8ème catégorie, point H.

Les gens savent aussi maintenant – et ils ne le disent pas à voix basse – que Mendelewicz a été imposé par les Juifs au maire, qui aurait voulu se débarrasser de lui à chaque instant, mais il n'a pas pu le faire parce que c'était légalement et physiquement impossible. Ils le savent car, comme on peut le déduire des procès-verbaux des réunions du conseil municipal, il y a eu des cas où même les socialistes, avec la droite, se sont prononcés contre Mendelewicz, afin qu'il soit expulsé du bureau de la municipalité, mais le maire seul le tenait hardiment sous

¹⁵ par l'horloger juif Yaakov-Shalom Haller (David Sztokfisz).

sa protection et le défendait comme un lion. Ainsi, ce Juif, sentant d'une part le soutien des Juifs, dont il est le confident dans la municipalité, et d'autre part, ayant pour défenseur le maire qui veut à tout prix rester en fonction, ce Juif est devenu si impertinent et arrogant qu'il s'est permis d'agir de manière provocatrice contre le peuple polonais.

Il est bien connu que le deuxième "adjudant-lion" du maire est l'huissier de la municipalité, le Juif Gurker¹⁶. À tous ceux qui viennent à la mairie, il donne sur le pas de la porte une image de la judaïsation de la municipalité, surtout lorsqu'il entend le jargon incompréhensible de cet huissier juif avec ses frères de foi. Tout vrai Polonais local qui s'adresse au maire pour une affaire doit d'abord se présenter à un tel petit Juif avec sa casquette officielle à l'insigne d'aigle – d'abord en grinçant des dents de regret que même le poste d'huissier dans une mairie polonaise ne soit pas disponible pour un polonais.

Il n'est donc pas étonnant que cet huissier, que ce soit sur l'ordre explicite de son confrère le secrétaire Mendelewicz ou de sa propre initiative et au nom de la solidarité juive, s'occupe de toutes les affaires et de tous les ordres avec les Juifs, même les plus petits comme par exemple l'achat de journaux. Enfin, on sait également que le gardien de l'abattoir de la ville est le Juif Hersh Lewkowicz, et que les travaux de maçonnerie dans la municipalité sont également réalisés par le Juif Shmuel Wolsztajn. En un mot – un Juif pour un Juif et avec un Juif, ça continue.

Un tel maire, qui s'assoie à la fois sur deux chaises, celle du Polonais et celle du Juif, a fait s'effondrer la cause polonaise à Kutno. En particulier, le maire bénéficie du soutien d'individus qui soutiennent le camp national dans la ville et la province, qui ne voient aucun préjudice à la cause nationale, tolèrent un tel membre, rendent impossible la consolidation des forces polonaises divisées pour combattre l'ennemi commun, comme le fait la communauté juive de Kutno avec sa solidarité.

Il est difficile de savoir quand tout le monde verra et comprendra cela.

Mais il faut souhaiter que cela se produise le plus tôt possible car, en réalité, il y a péril en la demeure. Nous, avec la perte de temps et d'énergie en absurdités, en plaintes, en pleurnicheries et en excuses, ne faisons que faciliter la mobilisation des forces juives pour des élections futures et proches, ce qui leur donne l'occasion de nous affronter déchirés et confus.

*

On pense que même à Varsovie, les accusations portées par le maire Klepa étaient trop dures, exagérées et que son philo-sémitisme, comme l'accusaient les anti-Juifs locaux et centraux, n'était pas si grand.

La "Gazeta Poranna-Dwa Grosze" de Varsovie, datée du 19 Septembre 1925, a donc publié la correspondance suivante de Kutno :

Ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas

A propos des relations avec Kutno

Après avoir réimprimé dans le n°242 de la "Gazeta Poranna" du 3 de ce mois la correspondance de Kutno, qui jetait une ombre sur la réputation du maire local en tant que citoyen et Polonais, nous avons rassemblé plus d'informations sur le fait lui-même, ainsi que sur la personnalité du Maire Klepa.

Il s'est avéré qu'il était vrai que le juge laïc juif Mendelewicz s'était comporté de manière impertinente et arrogante, comme cela a été souligné dans la correspondance, mais en ce qui concerne le maire Klepa, il n'a pas interdit de coller les affiches dans la ville : il a seulement demandé que l'huissier municipal et les quatre panneaux d'affichage municipaux ne soient pas utilisés pour coller les affiches.

Nous apprenons également que M. Klepa est l'un des travailleurs les plus prolifiques des institutions sociales de la ville, dans beaucoup d'entre elles il occupe le poste de président et en général il appartient aux rares représentants de la jeune génération, qui ne ménagent pas leur temps et effort pour faire de bonnes actions.

M. Klepa mérite également d'être reconnu en dehors de Kutno, car il est membre élu du conseil d'administration de l'Union des Villes et président de l'Union des Maires des petites villes.

On apprend qu'au poste de maire de Kutno, M. Klepa a une tâche très difficile et ingrate à remplir. Il n'est que l'exécutif, totalement dépendant des décisions du conseil municipal, dont la majorité est constituée d'éléments parfois hostiles aux intérêts polonais de la ville. Les décisions du conseil municipal sont souvent dégradantes du point de vue des sentiments polonais, mais ce n'est pas le maire qui est responsable, mais seulement les habitants qui ont choisi ce conseil et l'ont toléré.

*

Revenons maintenant à la question de l'école. Le "Głos Kutnowski" n°9, du dimanche 28 octobre 1925, commence par :

Une rumeur troublante

La société de Kutno est alarmée par l'étrange nouvelle selon laquelle le nouveau bâtiment scolaire devait également être utilisé par les Juifs. À l'heure actuelle, il est difficile de croire que les enfants polonais soient privés de leurs écoles et remplacés par des Juifs. De nombreux enfants polonais ne peuvent pas aller à l'école faute de locaux : les enfants juifs sont-ils supérieurs aux Polonais ? Nous attendons une explication pour savoir si la rumeur est exacte. Mais si cela se confirmait, cela provoquerait beaucoup d'amertume parmi la population locale. L'incident survenu à l'école de Łódź n'est-il pas suffisant pour rejeter une telle idée ?

¹⁶ NdT : voir article en page 292 du livre original.

Nous demandons à l'inspecteur de l'école : l'information est-elle exacte et que compte-t-il faire pour calmer les habitants de Kutno ?

Un Kutner.

Dans sa lettre – a informé le journal – l'inspecteur a donné l'explication suivante :

"Le nouveau bâtiment scolaire nouvellement achevé et marqué du numéro 2 sera remis à des fins scolaires dans environ 10 jours. Dans ce bâtiment suffisamment grand, il y aura un nombre important d'enfants, ce qui permettra de soulager les classes surpeuplées des autres écoles, à l'exception de l'école n° 3, dispersées dans toute la ville. Lors du transfert vers la nouvelle école, l'inspecteur avait en tête le département juif de la rue Podrzeczna. Ainsi, une nouvelle classe juive émergera, subordonnée, à vrai dire, à l'administration du nouveau bâtiment. Mais à l'exception du fait que les étudiants juifs n'étudieront pas le Shabbat. Quant à savoir si la nouvelle classe aura d'autres privilèges et droits dans la nouvelle école – ce n'est pas à l'ordre du jour. Même les matières juives ne seront pas enseignées en classe."

C'est ce que pense l'inspecteur scolaire. En revanche, sur les prétentions juives à l'égard de la nouvelle école – nous y reviendrons dans le prochain numéro.

*

Dans la rubrique "Actualités", le journal a informé ses lecteurs – en utilisant un langage empoisonné – de tels incidents survenus à Kutno :

Mordke le Rouge

Kutno, comme toutes les autres villes de Pologne, se préparait pour la fête de la police le 20 septembre de cette année. Toutes les couches et tous les groupes de la population organisée et non organisée se préparaient aux manifestations les plus populaires pour honorer les policiers polonais. Nos bolcheviks locaux se sont également préparés et travaillent déjà activement sur cette question. Naturellement, à leur manière discrète, comme des taupes, en conspirateurs, en distribuant et en collant des tracts la nuit.

A la veille des vacances de la police, un des habitants de Kutner, passant devant le vieux marché, remarqua un Juif collant sur les murs l'un des tracts communistes. Il s'est approché de lui, lui a saisi la main et a voulu le remettre à la police. Le Juif, cependant, s'est débattu et s'est enfui. Pendant qu'il se disputait avec le Juif, le citoyen regardait le visage du bolchevik juif et le mémorisait. En allant signaler cela à la police, il a également donné l'apparence du fugitif.

Pendant plusieurs semaines, la police a recherché énergiquement le bolchevik décrit, examinant de nombreux détenus au poste de police – mais le citoyen de

Kutno, qui "les voyait sans être vu", n'a reconnu en aucun d'eux celui qu'il avait agrippé.

Finalement, les recherches de la police ont donné des résultats. Avec l'arrestation et la détention au poste de police d'un juif nommé Mordechai-Peretz Prync, l'habitant de Kutno a reconnu le colporteur du torchon communiste, précédemment détenu, dont le "museau" caractéristique était gravé dans sa mémoire.

Mordechai-Peretz Prync, un commerçant de 20 ans, a effrontément nié avoir collé des tracts communistes et avoir été pris en flagrant délit.

Il faut s'attendre à ce que Mordke abandonne la tactique consistant à tout nier et à reconnaître sa culpabilité, tout en levant le voile derrière lequel les communistes sont actifs. En même temps, nous voulons la preuve de la mesure dans laquelle l'élément juif remplit les cadres de nos bolcheviks indigènes. Alors, nos chouchous de la Mairie de Kutno, les Mendelewicz et autres Comber, auront-ils encore le culot de s'indigner de l'utilisation du terme S.S.S.¹⁷ de "bandits judéo-bolchéviques" et de demander des poursuites pénales contre ses auteurs ?

A happy alley

Des choses étranges peuvent être remarquées dans la rue Podrzeczna, célèbre pour sa grande "abondance" d'ivrognes, bien qu'officiellement il n'y ait pas une seule discothèque... Personne ne s'est cassé la tête pour savoir d'où viennent les ivrognes, car ils répondent à la question posée question avec différents explétifs.

Par chance, l'un des partisans des boissons fortes a désigné un bar dans la même rue, dirigé par le voleur bien connu "La Brane noire". Il y avait plusieurs personnages en grande tenue, qui dansaient avec des prostituées au son d'un accordéon. La "Brane noire" susmentionnée est une femme juive qui est en prison pour ses crimes et sa sœur cadette Feiga dirige l'entreprise florissante.

Peut-être que la police pourrait se préoccuper de cette question épineuse, car la nuit, les habitants de la rue Podrzeczna sont réellement exposés aux scènes de divers ivrognes et vagabonds émaciés.

*

Le n°12 de "Głos Kutnowski" est extrêmement riche en matériel s'attaquant aux Juifs. Outre la série de réunions du conseil municipal (dont nous parlerons plus tard), au cours desquelles les conseillers juifs sont ridiculisés et où les gens les insultent, il existe quelques notes, un roman-feuilleton contre le Conseil Municipal de Kutno, un article "Sur la nécessité des Juifs combattants" et le récit d'un lecteur sur la façon dont, pendant une minute de silence en l'honneur de l'enterrement de soldats inconnus, il a vu deux personnes d'un groupe qui n'enlevaient pas leur chapeau pendant la cérémonie. Après la minute de silence, le lecteur antisémite n'a pas

¹⁷ NdT : abréviation du slogan polonais de boycott antisémite "Swój do Swego po Swoje".

hésité à poursuivre même les deux Juifs qui ne s'étaient pas découverts, a annoncé triomphalement qu'il avait découvert le nom de l'un d'eux et a annoncé au public :

Le nom du youpin, du Palestinien, représentant de la minorité majoritaire qui, alors que tous concentraient leurs pensées et inclinaient solennellement leur tête découverte pour rendre hommage aux ossements des soldats inconnus, n'osaient pas ôter leur chapeau est – Majranc, propriétaire d'une quincaillerie sur le Nouveau Marché et d'un entrepôt de charbon dans la rue Łęczycza.

*

Un deuxième lecteur, le marchand polonais W. Lelewski, a raconté :

Un bel exemple

Le samedi 24 de ce mois, quelqu'un est entré dans mon magasin et m'a demandé où était Lewin. Au début, j'ai pensé qu'il avait se trompait pour me l'avoir demandé, mais après m'être informé de ce qu'il attendait de Lewin, il a répondu qu'il voulait acheter de la peinture.

Je l'ai emmené à la pharmacie la plus proche de M. Starzinski. L'homme insistait cependant et ne voulait pas aller dans une entreprise polonaise, expliquant :

"M. le Comte Moszyński m'a dit d'acheter uniquement chez Lewin. D'ailleurs, on y achète tout..."

*

Comment les Shabbat-goyim comprennent le slogan "Swój do swego po swoje"

Nous avons déjà écrit à l'époque que certains fonctionnaires de la municipalité et des impôts achetaient des journaux au Juif Witkowski, évitant ainsi le kiosque à journaux voisin de Pole Plazewski. L'une des personnes a compris notre appel, mais les autres ont continué à soutenir le Juif et à boycotter un Polonais, car on ne pouvait appeler l'action de ces gens qu'un boycott. Quoi qu'il en soit, à l'avenir, nous devons y consacrer une section spéciale, dans laquelle nous publierons les noms des âmes polonaises persécutées.

Il est très triste que parmi les Polonais qui boycottent figurent certains enseignants polonais – l'un travaillant à la pension de Mme Yelska et l'autre au lycée de garçons. Ils rampent constamment vers les Juifs et achètent des journaux.

Ces personnes donnent un bel exemple de pédagogie à leurs étudiants, car il est vraiment difficile d'exiger du simple et de l'inconscient une compréhension du péril juif, lorsque des gens intelligents agissent de cette manière.

*

Nous concluons notre travail avec des extraits plus larges et des rapports détaillés des réunions publiques du conseil municipal de Kutno, qui ont eu lieu fin octobre et début novembre 1925, qui sont publiés avec une grande

précision, bien qu'avec le poison antisémite habituel, dans les deux journaux hebdomadaires polonais de Kutno.

C'est seulement ici que s'expriment l'attitude digne et nationaliste de tous les conseillers juifs, sans exception, leur lutte contre les représentants antisémites et le souci du bien-être de la population juive parmi nos représentants publics :

Réunion du Conseil Municipal – lundi 26/10/25, 20h15

La réunion a été ouverte par le président, le maire Klepa.

Ordre du jour :

1) Lecture des PV des réunions précédentes. 2) Rapport au Conseil. 3) Rapport de réalisation du budget de l'année 1924. 4) Détermination de la taxe communale des travailleurs communaux, selon l'arrêté du Président de l'Etat. 5) Avis sur l'octroi de la citoyenneté polonaise à Chana-Ryvka Benenson, qui habite à Kutno, au 115 rue Krośniewice, près de chez M. Turbowicz. 6) Proposition de la Commission du Budget de transférer Kutno dans une catégorie supérieure, concernant le salaire des employés municipaux.

Après avoir lu les PV des réunions précédentes, le président a déclaré au conseil municipal que le 2 novembre serait célébré dans toute la Pologne comme la fête des soldats inconnus, dont les os seraient enterrés ce jour-là dans une tombe à Varsovie. La ville de Kutno, à l'initiative des militaires, célébrera également cette journée et la mairie est invitée à participer à la manifestation.

Le président ouvre ensuite la discussion sur les protocoles qu'il a lus.

Le conseiller Comber souligne qu'une proposition urgente a été faite pour le dentiste Masłowski, engagé par le maire pour les écoles publiques communes. L'auteur, M. Comber, dans un polonais horrible, a largement supporté sa proposition, utilisant pendant son discours son impudence innée, ses bruits tonitruants et ses coups de poing occasionnels sur la table, terrorisant littéralement tout le Conseil.

M. Comber a d'abord averti le maire que, sans aucun accord ni consultation avec les autres membres du conseil de district, il avait engagé comme dentiste du lycée M. Masłowski pour les écoles générales, lui accordant une allocation plus élevée que celle demandée par d'autres dentistes dans leurs offres.

Après cela, M. Comber a de nouveau attaqué Masłowski, lui niant toute qualification en tant que dentiste scolaire, car selon lui, Masłowski est cruel – il bat les enfants avec un fouet qu'il porte constamment avec lui, est injuste, traite différemment les enfants de parents pauvres et autres enfants pauvres. Masłowski n'a pas de cabinet dentaire et il emmène les enfants aux bains publics où il habite. Pour ces raisons, personne n'est content de M. Masłowski – ni les parents, ni les enfants, ni les directeurs d'école contre lesquels Masłowski s'est plaint devant la commission scolaire.

"Pour quoi payons-nous ?" s'est exclamé avec pathos le conseiller Comber, en proposant de sélectionner

une commission spéciale de trois conseillers pour examiner la question.

La Conseiller Fudałowicz¹⁸ ("*Bund*") soutient Comber, estimant inapproprié que le maire agisse seul pour embaucher le dentiste.

Le président a précisé qu'au nom de la municipalité, il avait le droit d'engager Masłowski, ce qui est également conforme à la décision du conseil municipal. Le conseil municipal ne devrait pas non plus s'en soucier : s'il n'est pas satisfait du dentiste, il devrait demander son renvoi.

Il nie également que Masłowski n'avait pas les qualifications requises, car il avait une longue expérience, il était dentiste militaire et il est maintenant dentiste dans les lycées. De plus, il a été recommandé par les directeurs, et cela constitue à lui seul la meilleure attestation de ses qualifications en tant que dentiste scolaire.

Concernant les reproches pour la mauvaise exécution des tâches par M. Masłowski, le président estime qu'une fois approuvés les règlements de travail appropriés, elle disparaîtra.

Enfin, il soutient la proposition de Comber de sélectionner une commission spéciale, à condition que celle-ci mène ses travaux en consultation avec les directeurs d'école.

Le conseiller Comber s'oppose à une entente avec les directeurs, car cela aurait un effet négatif sur l'indépendance de la commission.

Le président a soumis au vote la proposition de Comber concernant la commission. La proposition est acceptée à l'unanimité par le conseil municipal. La commission comprend : Kostro, Piaskowski et Comber.

Dans le procès-verbal, il était écrit, avec l'accord du conseil municipal, que la commission devait mener ses activités en accord avec les directeurs d'école.

Ensuite, a été lue l'interpellation des conseillers juifs concernant le point d'examen sanitaire pour examiner les prostituées, qui se trouve dans le bain rituel juif (*mikveh*), près de la synagogue.¹⁹

Le président a précisé qu'à l'époque, il est intervenu sur l'interpellation juive en question chez le Staroste, qui est compétent sur cette question, car ce qui précède est précisément traité par les autorités sanitaires du comté. Le Staroste s'est alors engagé à libérer le bâtiment si la municipalité mettait à disposition un autre local inoccupé.

Le conseiller Ajzman (orthodoxe) se plaint de conserver une infirmière uniquement pour soigner les prostituées dans le quartier de la synagogue, y voyant une profanation des sentiments religieux juifs. Il suggère que la municipalité se tourne à nouveau vers Staroste pour cette question (le conseiller Comber secoue la tête ironiquement et rit).

M. Comber suggère que la ville achète les locaux et, concernant l'offre d'Ajzman de contacter le Staroste, il pense que c'est une manière de faire référence au Dr

Troczewski²⁰ (l'analogie de Comber entre le Staroste et le Dr Troczewski fait certainement référence à la similitude de leurs sentiments envers les Juifs).

Le président considère la proposition de Comber d'acheter les locaux correspondants dans la ville comme trop coûteuse et même irréalisable, car il est douteux qu'un propriétaire privé quelconque accepterait dans une maison avec des locataires d'organiser un tel point d'examen.

Comber lance donc une proposition ouverte visant à déplacer le point d'examen sanitaire dans les bains municipaux nouvellement construits, où "les femmes viendront se faire examiner".

Le juge laïc Mendelewicz, ne voulant pas se laisser distancer par Comber, suggère une proposition totalement stupide en plaisantant, consistant à héberger le point pendant 10 ans dans les bains juifs et pour les 10 années suivantes dans les bains de la ville.

Une fois que les distingués conseillers se sont à satiété sur le sujet – et que les petits Juifs malins ont craché leur culot là-dessus – il a fallu plus d'une heure pour aplanir ce petit problème, la décision capitale a été prise que la municipalité soit autorisée à négocier avec le Staroste.

C'est la même chose qui s'est produite il y a des mois, voire un an.

Selon le deuxième point de l'ordre du jour, il a été convenu de valider le rapport budgétaire de 1924. Le président propose que le conseil prenne note du rapport. Comber est catégoriquement contre cette proposition. Il dit que le rapport devait être présenté plus tard en mars de cette année et que si l'affaire traîne depuis plus de six mois, c'est parce que le maire a entravé l'activité de la commission de révision. Dans une nervosité indescriptible, l'orateur lance encore diverses choses au maire, déballant en public toutes ses affaires et incidents avec le maire, et en une véritable hystérie, il qualifie l'action du maire à son égard de "dégoûtante" et "vulgaire".

Il est étonnant que le président, pour de tels propos, non seulement n'ait pas retiré sur-le-champ la parole à Comber, qui avait déjà dépassé la mesure, mais qu'il ne l'ait même pas rappelé à l'ordre et ait attendu que le conseiller confus ait fini son hystérie afin de "s'expliquer", comme il appelle cela, des reproches.

Comber a également mentionné la commission provinciale qui enquêtait sur l'économie communale et ne savait pas, d'après l'enquête, ce qui était bon et ce qui était mauvais. La municipalité ne rédige pas de rapports à ce sujet, tout en sachant que cela est nécessaire, mais ne le fait que sous la pression d'en haut.

Le Conseil n'a pas pris note du rapport budgétaire, car celui-ci n'était pas rédigé conformément aux règles, une commission "ad hoc" a été désignée pour traiter la question. Depuis longtemps, la question de la sélection d'une commission a été débattue. Après de longues et

¹⁸ NdT : Ewa Fudałowicz née Landau, future épouse du leader du *Bund*, Herman Kirszbaum.

¹⁹ Le "point" a été créé en 1915 par les Allemands, qui avaient occupé Kutno.

²⁰ NdT : Dr Antoni Troczewski (1 Juin 1861, Łomża – 22 Septembre 1928, Kutno), était l'un des fondateurs du journal hebdomadaire antisémite "*Tygodnik Kutnowski*".

dures souffrances, les conseillers suivants furent persuadés de participer à la commission : Szymański, Wiśniewski et Bromberg.

Comme les conseillers n'ont pas de connaissances comptables adéquates, il a été nécessaire d'embaucher un comptable agréé.

Le point suivant de l'ordre du jour a été discuté : présenter un avis sur l'octroi de la citoyenneté polonaise à la Juive Chaya-Ryvka Benenson²¹ de Kutno.

Sa cause a été soutenue par les bonnes opinions des conseillers Comber, Ajzman, Piaskowski et du Député-Maire Pałowski.

*

Le numéro spécial n°12 de "Głos Kutnowski" (en fait en 6 pages), la moitié du journal est consacré au rapport ci-dessous de la séance du conseil municipal, qui s'est déroulée sur plusieurs jours – le 25/10/25 et le 3/11/25. Nous en tirons les extraits les plus importants, notamment ceux où les conseillers juifs se sont exprimés.

... La question de l'achat du parc de Zawadzki pour la ville, qui figurait à l'ordre du jour de la réunion, a suscité un intérêt considérable et a mis en lumière un plénum de conseillers relativement nombreux, ainsi qu'une galerie pleine.

... La réunion a été ouverte par le président, M. Klepa, et avant d'entrer à l'ordre du jour, il a informé le conseil municipal qu'un mémorial avait été érigé au cimetière de Kutner à la mémoire du soldat inconnu. La ville doit participer efficacement à la construction, en couvrant la moitié, voire les trois quarts des dépenses. Le montant correspondant doit être déterminé à cet effet. Comme personne ne s'est prononcé pour ou contre, la proposition a été acceptée à l'unanimité.

Après avoir corrigé un mot dans le procès-verbal de la réunion précédente, on a abordé la question de l'achat du parc Zawadzki, présentée par le conseiller Fudałowicz ("Bund"), et soutenue par Comber. Le président contrôle le nombre de participants, car selon le règlement, lors de la décision d'acheter ou d'acheter un bien communal, une majorité qualifiée des deux tiers des conseillers doit être présente. Le président a informé que le propriétaire du parc, M. Zawadzki, avait exigé pour l'ensemble du complexe 250000 zlotys, dont 100000 devaient être payés cette année, et les 150000 restants seraient répartis en plusieurs années selon un pourcentage approprié.

Cette évaluation des bâtiments du parc a été réalisée par l'Ing. Kłonowski et l'état des arbres par le garde forestier des forêts municipales de Gostynin que le maire a amené ici, et ils ont dit que le prix du parc n'était pas exagéré. Enfin, le président estime que l'achat du parc est une bonne affaire pour la ville, une opportunité.

Le conseiller Fudałowicz souligne que la question de l'achat du parc de Zawadzki a déjà été traitée par la commission du budget, mais que son rapport est inconnu.

Le conseiller Comber précise que l'affaire a été réglée par la commission du budget qui a décidé : 1) de consulter un spécialiste si le lieu, c'est-à-dire le parc, est approprié du point de vue sanitaire, et si oui – 2) de contacter un spécialiste pour évaluer la valeur de l'objet. 3) La municipalité indiquera les sources pour couvrir les dépenses.

L'orateur a suggéré que l'affaire soit renvoyée à la commission pour traitement. Le président a répondu que les médecins avaient déterminé que le parc était porteur de paludisme, mais l'inspecteur forestier de Gostynin, M. Girzyński, a déclaré qu'en abattant correctement les arbres et en défrichant le sol, la zone désormais humide serait remplacée par un parc parfaitement sain, sans aucune difficulté.

Le conseiller Kostro s'oppose à l'achat du parc, estimant qu'il est important de réaliser certains investissements.

Le juge Nowakowski réitère que le parc est une opportunité et une bonne affaire pour la ville et qu'il devrait être acheté.

Le conseiller Fudałowicz estime qu'il est préférable de construire plusieurs écoles [bien sûr juives, commentaire du jeune typiste] et propose de mettre ce sujet à l'ordre du jour.

Le conseiller Jozef Szymański est favorable à l'achat du parc.

Le juge Mendelewicz estime qu'une dépense de 30000 zlotys pour la ville, avec un budget de 400000 zlotys, n'est pas beaucoup. Le reste sera versé à M. Zawadzki s'il accepte que la dette soit remboursée sur six ans.

Le conseiller Ajzman corrige Mendelewicz, qui a parlé de 30000 zlotys et n'a pas vu l'obligation envers Zawadzki pour les 70000 zlotys que la ville possède et doit déjà payer. La ville ne peut pas supporter un tel fardeau, d'autant plus qu'elle n'est pas en mesure d'acheter, par exemple, une centrale électrique, plus utile à la ville.

Le juge laïc Nowakowski s'oppose à ce que l'on discute de la question en public, uniquement à huis clos.

Le conseiller Szymański (de gauche) vote pour l'achat du parc.

Le débat a été ajourné sur proposition du président, qui a ordonné une réunion à huis clos.

Le président a alors suggéré qu'en plus de l'ordre du jour, il donne la parole au fonctionnaire Gradowski, qui va répondre publiquement aux objections de M. Comber à son égard lors de la dernière séance du Conseil Municipal.

Le conseiller Fudałowicz propose une suspension de séance car l'incident Comber-Gradowski a eu lieu pendant la réunion et n'a pas été enregistré.

La performance de Comber

Après la pause, M. Gradowski a répondu à l'accusation ouverte (dénonciation) de Comber selon laquelle, avec tout son travail, il expédiait au maximum

²¹ NdT : précédemment nommée "Chana-Ryvka Benenson".

trois affaires par jour – en présentant un large aperçu de son travail pour la municipalité.

Naturellement, le conseiller Comber n'a pas accepté le blâme. Il prend la parole – d'abord tristement, car malgré son culot inné et son arrogance véritablement juive – il a été abattu par la déclaration de Gradowski. Il allait et venait comme un poisson, embrouillé sa réponse, n'arrivant ni ici ni là. Mais il revint bientôt à lui-même, et à ce moment-là il fut possible de voir le style d'exécution de l'éloquence perfide, évasive et sophistique du Juif, qui suggère et contrôle toute la Pologne avec son arrogance caractéristique. L'accusé a endossé le rôle d'accusateur, élevant peu à peu la voix, frappant du poing sur la table et divaguant dans son jargon guttural polonais-yiddish, désignant avec colère l'intervention de Gradowski comme une "attaque" contre lui, en sa qualité de conseiller municipal, une attaque à caractère personnel, puisque Gradowski se sent blessé par lui, etc. etc. Finalement, le hautain souverain juif a déclaré que répondre à Gradowski... n'en valait pas la peine.

*

Après la pause, les gens se sont mis d'accord pour examiner le dernier point à l'ordre du jour : la question de la vente du poste de péage de la ville.

Le président a précisé que le poste de péage à l'entrée de la ville (en polonais – "*celbuda*"), était une petite maison dans la rue Kurniewiecka²², qui était utilisée pour percevoir la taxe d'entrée, car le stand n'est pas situé dans une zone urbaine, juste à côté du terrain de M. Holcman. La municipalité considère le bâtiment comme un vestige et envisage de le vendre le terrain à Holcman, pour son propre usage. La maison étant occupée par un ouvrier, l'acheteur est tenu de lui fournir un logement convenable.

En conséquence, il n'y a eu aucune opposition et le conseil municipal a autorisé la municipalité à vendre le poste, à la seule condition que Holcman démolirait la construction dans les délais.

*

Nous avons participé au débat sur la proposition urgente de MM. Kirszbaum, Fudałowicz, Piaskowski et collègues d'empêcher l'augmentation des loyers des appartements et de déclarer un moratoire pour les chômeurs.

Le juge laïc Nowakowski considère la proposition illogique, car si elle était adoptée, elle aurait pour effet de réduire la construction de maisons. Il propose de passer à l'ordre du jour et de transmettre le point à la *Sejm* (rires sur les bancs juifs).

La conseillère Fudałowicz : "C'est vraiment ce que je veux..." Elle n'est pas surprise que le juge non professionnel Nowakowski défende la classe à laquelle il appartient, celle des propriétaires, et qu'il puisse donc

facilement passer à l'ordre du jour. Aujourd'hui, le loyer est 44% de celui d'avant-guerre et en janvier 1926 il atteindra 50%, ce qui représente un quart du budget d'un travailleur moyen. Elle estime qu'avec une telle résolution, il faut aller à la *Sejm*.

Le conseiller Szymański considère la résolution comme étant à courte vue, car elle rendra impossible la construction de maisons. Seules l'abondance d'appartements et la concurrence rendront le prix du logement moins cher. Une telle décision est discutable, elle n'aidera pas du tout le travailleur, car les propriétaires l'élèveront au niveau approprié.

Le conseiller Comber accuse de manière plus sévère la position des juges laïcs Nowakowski et Szymański, en les appelant par leurs noms, ce pour quoi le président le rappelle à l'ordre. Il demande combien de maisons ont été construites depuis l'introduction de la loi sur l'aménagement (le président : deux maisons cette année !). L'orateur a en outre souligné que la résolution n'a aucun impact sur l'énergie investie dans la construction de nouvelles maisons, qui sont exemptes de protection des locataires puisque la résolution ne s'applique qu'aux maisons anciennes.

Le conseiller Szymański souhaite que les privilèges soient accordés uniquement aux logements d'une pièce.

Le président souligne qu'il y a moins d'expulsions en Pologne que dans d'autres pays. Le montant limité du loyer et plusieurs années de protection des locataires auraient entravé la construction, qui avait seulement commencé avec l'octroi de prêts à des fins de construction. À Kutno, 15 prêts de ce type ont été accordés.

Après avoir introduit plusieurs amendements de la part de différents conseillers, la décision suivante a été adoptée à la majorité des voix :

Le conseil municipal autorise la municipalité à s'adresser aux autorités compétentes au nom du conseil et à s'abstenir d'augmenter le loyer des chômeurs en raison de la situation financière générale critique.

La réunion est close.

*

Réunion du Conseil Municipal – 3/11/25

A l'ordre du jour – la question de l'achat du parc de Zawadzki.

Le président a déclaré d'emblée que la séance d'aujourd'hui était exclusivement consacrée à la question de l'achat du parc – et qu'il fallait maintenant finaliser la décision, après quoi il a annoncé que vendredi 30 octobre, les conseillers et membres de la commission du budget, MM. J. Szymański, Chlebos, Mme Szymański et Ajzman, ainsi que les membres de la municipalité : Klepa, Nowakowski et Mendelewicz, étaient dans le parc et ont inspecté les arbres et les bâtiments. Après la visite, un protocole a été établi.

²² NdT : peut-être mauvaise orthographe de "Krośniewicka".

Le protocole précise que l'achat du parc est une belle affaire pour la ville et dans cet esprit le conseil municipal doit décider. Le premier intervenant, le conseiller Kostro, s'est exprimé lors de la séance précédente, s'opposant à la transaction. Le juge laïc Nowakowski était pour. Pareil pour le conseiller Lorzinski. Le conseiller Fudałowicz était contre et a proposé de construire des écoles à la place. Le conseiller Szymański a considéré la transaction comme une bonne opportunité, qui ne se présenterait pas avant de nombreuses années.

La bombe de l'école juive

Le juge laïc Mendelewicz se lève solennellement et prend la parole. On voit qu'il a une "bombe" sur la poitrine, qui l'irrite et le conduit à un "sérieux doute", qui s'exprime par son agitation nerveuse des papiers devant lui.

Dans un silence total, il dit :

— Hier soir, un groupe de conseillers s'est réuni pour une consultation concernant le nouveau bâtiment scolaire. Selon le budget de la ville, 125000 zlotys ont été dépensés pour le bâtiment de l'école et l'argent provenait principalement des contribuables juifs, ce qui signifie que l'école a été construite en grande partie avec de l'argent juif. L'école doit donc, sinon pour moitié, du moins dans une large mesure, être également fréquentée par des enfants juifs. Néanmoins, les enfants juifs ne profiteront pas de cette école.

Comme il est possible qu'une histoire similaire se produise dans le parc à l'avenir, le groupe juif a décidé de ne pas acheter le parc.

Le président : La problématique actuelle du parc doit être présentée de manière claire, ouverte et définitive. Faites savoir à la ville qui est responsable de l'achat de ce parc indispensable et qui est contre, et en même temps faites-lui savoir si quelqu'un peut se venger de la ville pour une question qui n'a rien à voir avec le parc. Le dossier scolaire est encore ouvert et inachevé. Il n'y aura jamais assez d'écoles à Kutno et il y aura toujours des frictions à ce sujet.

Ensuite, le président s'est adressé au juge Mendelewicz et lui a demandé de ne pas utiliser des généralisations, d'ailleurs infondées, dans ses discours, comme par exemple qui paie plus d'impôts, les Polonais ou les Juifs, parce que de telles généralisations ne reposent que sur des hypothèses, simplement parce que la municipalité ne tient aucune statistique fiscale.

Concernant l'achat du parc, explique le président, le juge profane Mendelewicz lui-même, qui était pour l'achat jusqu'à la dernière minute et qui s'y oppose maintenant avec autant de fermeté. Pour ce faire, il s'est appuyé sur le conseiller Ajzman, qui était récemment opposé à l'achat du parc, mais depuis vendredi dernier, celui-ci a rapidement changé d'avis après que, en tant que commissaire, il ait inspecté le parc à la fois en tant qu'expert et en tant que commerçant, et a conclu que le parc serait une bonne affaire pour la ville. Il se prononce clairement sur l'aspect financier de la transaction et exige que le conseil municipal confirme l'achat.

Le conseiller Comber explique qu'il ne fait pas du tout confiance au calcul fait par le président, car à plusieurs reprises la Commission des Finances et du Budget a traité de divers investissements, comme par exemple la pose de trottoirs depuis la gare jusqu'au lycée, ou à travers toute la ville, ou le canal de drainage, et la municipalité a déclaré à plusieurs reprises qu'elle n'avait pas d'argent.

Maintenant, lorsqu'il s'agit d'acheter le parc, le représentant de la municipalité explique qu'il y a 30000 zlotys en espèces à cet effet. D'où vient soudainement l'argent ? Et quand la mairie déclare maintenant qu'elle fournira en plus 70000 zlotys supplémentaires, elle n'a absolument aucune base pour cela – et ce ne sont que des spéculations.

Quant à notre vengeance, dont parlait le maire, c'est tout autre chose. Il ne s'agit pas ici de vengeance. Avant tout, nous devons veiller à ce que tous les habitants de notre ville, quelle que soit leur nationalité ou leur religion, soient aisés et que certains ne soient pas manqués de respect. Tous sont égaux devant la loi, notamment devant le conseil municipal.

Ensuite, l'orateur passe à la question du bâtiment scolaire nouvellement construit, en y exposant ses prétentions au nom des Juifs. Il s'exprima longuement sur ce sujet, pourtant sans rapport avec l'ordre du jour, sans la moindre remarque de la part du président.

Puis l'orateur passe à la question du parc et le Palestinien enflammé tonne de sa voix :

— Nous doutons qu'au moment de l'achat du parc, nous n'ayons pas à subir un nouveau mal, à nous Juifs. Parce qu'il existe une opinion générale parmi les Juifs indigènes de notre ville selon laquelle dès que le parc deviendra la propriété de la ville, aucun de nous ne doute que lorsque nous séjournons dans le parc, nous serons offensés par quelque "Sort d'ici et plus vite que ça, youpin !..."

Il me semble que je ne me trompe pas. Hier, j'ai eu une conversation à ce sujet avec une personne sérieuse du parti *Endek* qui m'a dit la même chose.

N'ayant pas confiance dans l'ensemble de la question, nous voterons contre.

Le conseiller Ajzman explique au grand étonnement des membres de la municipalité qu'à son avis, la cote du parc est trop élevée. "La notation, c'est du papier", plaisante l'orateur, "et le papier est patient, très patient. Il faut bien réfléchir aux arbres qui peuvent être abattus, car si l'on fait cela avec tous, il n'y aura pas de parc. Il n'y aura certainement pas de parc. Il reste de l'argent dans les caisses, et nous ne devrions pas imposer un fardeau à la ville."

Juge laïc Mendelewicz : Le président m'a demandé de m'excuser d'avoir utilisé des généralisations quand j'affirmais que les Juifs paient plus d'impôts que les Polonais. Je peux le prouver. Mais même si les Juifs n'ont pas à payer un seul centime d'impôts, ils ont droit aux mêmes droits !

J. Szymański : Mais pas de privilèges ! Au conseil d'administration de l'école, la municipalité est représentée

par Pağowski, Aumerski et moi. S'exprimant lors d'une audition sur la question de la remise de la nouvelle école aux Juifs, Aumerski a osé dire : "Je préférerais être lapidé ici plutôt que de laisser les Juifs entrer dans l'école". M. Pağowski a également voté contre moi sur cette question. Le seul et unique maire, bien qu'il ne soit pas membre de la commission, s'est demandé si nous devions l'adopter. Mais l'inspecteur scolaire, quand je lui ai dit que les enfants juifs n'apprécieraient pas l'école, m'a dit : "Comme vous l'avez deviné. Mais pas entièrement, car selon le plan élaboré, les enfants de Sieciechów, Kościuszków²³ et des villages environnants apprendront dans la nouvelle école." J'ai répondu que l'école serait destinée aux enfants de régions plus éloignées et que les enfants des rues Podrzeczna, Kolejowa et Królewska n'y auraient pas accès.

Le président a reproché à l'orateur de ne pas avoir abordé la question correctement. Ce ne sont que des histoires et non des faits. Les enfants hors de la ville seront scolarisés dans une école, mais il faut d'abord qu'il y ait une place pour les enfants de la ville. La question scolaire doit être traitée avec calme, modération et sans se livrer à sa propre méchanceté et méchanceté. Il veille à ne pas s'écarter du sujet et à s'en tenir aux faits.

Conseiller Comber : L'un des conseillers a dit plus tôt que nous, les Juifs, exigeons des privilèges.

Juge laïc Nowakowski : Les privilèges sont réservés aux résidents...

Conseiller Comber : S'ils sont pour les résidents, comme vous le dites, ni le maire ni monsieur le directeur ne peuvent être là.

Le président rappelle l'orateur à l'ordre.

Conseiller Comber : Le représentant de la municipalité au conseil d'administration doit tenir compte de la décision du conseil municipal. MM. Aumerski et Pağowski doivent le faire et s'ils ne le souhaitent pas, ils doivent démissionner.

Juge laïc Aumerski : Je n'ai pas voté pour une école juive.

Conseiller Lorzinski : Le parc a été évalué par des experts, parmi lesquels le conseiller Ajzman, qui a été tout simplement interloqué par l'état des arbres, affirmant que le problème pourrait coûter des sommes d'argent très importantes. Aujourd'hui, M. Ajzman a changé d'avis. Je pense que cela s'est produit sous l'influence du malheureux problème scolaire, sur lequel les conseillers juifs ont décidé lundi lors de leur consultation.

Le conseiller F. Szymański (de gauche) est pour l'achat du parc, il a juste peur du prix ! 250000 zlotys. Peut-être que M. Zawadzki pourrait le diminuer un peu. L'orateur s'étonne qu'au lieu de parler du parc, les conseillers juifs ne parlent que de l'école. Il s'étonne des prétentions juives selon lesquelles la langue d'enseignement de l'école devrait également être le yiddish, qui n'est présent dans aucun pays, ni en Europe ni en Amérique (Conseiller Comber : "Êtes-vous blanc...").

Vous voulez apprendre le yiddish et ne parlez pas correctement le polonais – vous ne le pouvez pas. Vous n'avez de tels droits nulle part dans le monde, c'est pourquoi vous ne les avez pas non plus chez nous.

M. Kostro souligne qu'il faut s'en tenir à l'ordre du jour, sinon on pourrait parler jusqu'au lendemain matin.

Le président a déclaré au début, à propos du refus de Comber, qu'il répondrait uniquement sur le parc, en évitant la question de l'école, car cela n'a rien à voir avec l'ordre du jour. Avant le vote, il a ordonné une interruption de cinq minutes.

Les conseillers se lèvent lentement de leur place. Il existe une haine notable parmi les conseillers juifs qui, pour le moment, quelles que soient leurs convictions politiques, sont regroupés en groupe. Parmi les Palestiniens passionnés, jeunes et vieux, il y avait deux militants : Comber et Mendelewicz. Étrange harmonie entre les deux Juifs, assis de part et d'autre. Mendelewicz s'incline même devant le groupe d'extrême gauche bolchevique ("*Bund*") en la personne du conseiller Fudałowicz et devant l'autre Juif, avec des gestes passionnés, il clarifie quelque chose à la hâte. Les plus sérieux, en longues robes orthodoxes, Ajzman et Bromberg, secouent la barbe et clignent sournoisement des yeux. Ils sont déjà "sur la même page" avec les progressistes sans papillotes, barbes et manteaux.

Les cinq minutes passent et on voit le mur de la solidarité juive unifiée. Des rumeurs circulent selon lesquelles la proposition de reporter l'achat serait soumise au vote. D'où une capitulation de la municipalité. Cela se lit sur le visage du président, qui sort de son bureau et s'assoit lourdement à la table du présidium.

Le calcul de la municipalité commence maintenant pour déterminer l'éventuelle majorité. Aucun résultat n'est certain, car il appartient au conseiller Szymański de proposer de reporter la question de l'achat du parc et de sélectionner une commission qui devrait mieux étudier la question.

R. Comber considère l'offre comme obsolète, le président ayant explicitement déclaré que l'achat devait être finalisé aujourd'hui. Il estime que lors de la réunion en cours, il faut en principe décider : acheter ou ne pas acheter.

Président : Nous sommes conscients que M. Comber souhaite régler le problème. Nous nous saisissons cependant de la dernière bouée de sauvetage. Nous mettons de côté la proposition de principe de la municipalité de poursuivre les négociations, en gardant l'achat comme souhaité, ou... (il compte attentivement), cela ne sera pas possible – explique-t-il enfin.

Juge laïc Mendelewicz : Il faut décider de l'offre d'une municipalité, s'il faut acheter...

Président (à Mendelewicz) : Donc – opposition ?

Après avoir recompté les votes, il a déclaré :

²³ NdT : Kościuszków se trouve aujourd'hui à l'intérieur des limites de la ville mais Sieciechów est encore à un kilomètre

au nord de celles-ci. Il est donc douteux qu'il y ait beaucoup de Juifs dans ces lieux, si même il y en avait.

— En cas de rejet de la proposition de la municipalité, elle n'obtiendrait pas les deux tiers des voix requis, mais elle disposerait de la majorité.

Juge laïc Mendelewicz : La proposition n'obtiendra jamais une majorité qualifiée sans le soutien des Juifs.

Après un échange de paroles, la proposition de Szymański a été mise aux voix. Tous sans exception, les conseillers juifs ont voté contre, voulant se venger, selon l'accord conclu entre eux – pour le bien de l'école...

*

A propos des conseils municipaux mentionnés ci-dessus, l'autre hebdomadaire Kutner "Głos Kutnowski" écrit (n°46 du 15/11/25) :

Obstruction juive

Les conseillers juifs du conseil municipal ont déclaré qu'ils faisaient constamment obstruction et ont averti qu'aucune décision ne serait adoptée sans leur vote. La raison en est la déception des Juifs à propos du bâtiment scolaire nouvellement construit. Récemment, le conseil municipal a pris une décision déraisonnable exigeant que les enfants juifs étudient dans la nouvelle école. Il est entendu que les autorités scolaires n'ont pas exécuté cette décision. D'où la colère des Juifs, qui pensent qu'ils sont ostracisés, qu'ils paient les plus gros impôts, donc qu'ils ont le plus grand droit à l'école, etc. Ils réclament même des écoles juives séparées, avec le yiddish comme langue d'enseignement.

Jetons un coup d'œil aux torts commis par les Juifs de Kutno. Il n'existe pas d'écoles séparées pour les enfants polonais. Les Juifs, en revanche, ont une école juive pour leurs enfants, dans laquelle aucun chrétien n'est accepté. En outre, les enfants juifs sont admis dans les écoles générales où sont scolarisés les enfants polonais. On voit donc que les Juifs jouissent de privilèges particuliers et que leur vertu est imaginaire. Le gouvernement n'a pas l'obligation de créer des écoles séparées pour eux, car il faut avant tout instaurer un système scolaire général, c'est-à-dire des écoles pour tous. Certes, il existe une réglementation à ce sujet, selon laquelle les Juifs peuvent avoir des écoles dans lesquelles on n'apprend pas le Shabbat, c'est-à-dire des écoles pour les enfants juifs, où il y aura un coût approprié. Mais c'est leur droit et le devoir du gouvernement. C'est un droit d'une minorité nationale et les Juifs ne doivent pas oublier qu'ils constituent une minorité.

Nous avons entendu dire qu'un des conseillers juifs s'est permis de comparer les atrocités les plus évidentes commises contre les Juifs en Pologne avec celles dont ont souffert les Polonais sous la domination russe. C'est une erreur. Les Polonais, même sous le régime tsariste, n'ont pas cessé d'être majoritaires en Pologne, n'ont pas cessé d'être propriétaires de leurs terres polonaises et, même parmi les *Moskals*²⁴, n'ont jamais été une minorité nationale ou une minorité de la majorité. Ils se sont battus pour une école polonaise, à laquelle ils avaient droit, et, s'efforçant d'obtenir certaines réalisations, ils ont dû soutenir seule l'école polonaise, car le gouvernement russe s'en fichait. Dans la lutte pour l'école polonaise, les Juifs n'ont pas participé, au contraire, ils ont rempli les lycées d'état russes, boycottant les écoles polonaises. En Pologne, les Juifs ont des écoles juives pour lesquelles il n'y a pas de lutte bien qu'ils pensent qu'elles sont en nombre insuffisant. Existe-t-il autant d'écoles publiques (générales) pour les chrétiens que d'écoles pour les enfants juifs ?

Dans ce Kutno, les Juifs se permettent désormais de formuler des prétentions et des revendications très intenable et littéralement provocatrices, car ils se sentent présents en nombre relativement important. Mais ils constituent une minorité et doivent comprendre que cette minorité peut encore être diminuée. Le temps n'est pas loin où il y aura 10000 cheminots chrétiens. Ensuite, les ratios changeront. Les menaces des Juifs téméraires peuvent être appliquées contre eux-mêmes.

*

Voilà à quoi ressemblaient les relations entre Juifs et Polonais à Kutno il y a 40 ans. Avec des changements, des hauts et des bas, la coexistence des deux peuples a pris forme. Jusqu'à ce que le déluge sanglant vienne tout anéantir – y compris le rêve des antisémites locaux de transformer la minorité polonaise en majorité, en envoyant 10000 cheminots à Kutno. En 1940, Kutno fut incorporée au "Troisième Reich" et les Allemands commencèrent à coloniser et germaniser la région, de sorte que, là encore, les Polonais se transformèrent en minorité...

L'histoire, avec ses caprices, ses désastres et ses transformations, s'est répétée. Mais les Juifs de Kutno ne constituaient déjà pas un facteur dans la lutte. Ils ont partagé le sort tragique des 3 millions de Juifs polonais assassinés...

²⁴ NdT : péjoratif, "Russes".